

Trésor 64

la
cgt

Section des PYRENEES-ATLANTIQUES
Section des PYRENEES-ATLANTIQUES

FUSION DGI/DGCP : PERSONNE N'EST A L'ABRI, AGISSONS ENSEMBLE AUX IMPÔTS ET AU TRESOR. TOUS EN GREVE LE 27 MARS 2008.

Imperturbables malgré le mécontentement général, le Président de la République et le gouvernement poursuivent leurs réformes nocives, entendent même les accélérer.

La fusion DGI/DGCP en est un élément. Des discussions menées au pas de charge par le ministre viennent de s'achever sur le processus de mise en place.

Pour l'instant le seul point vraiment avancé concerne le **volet d'accompagnement social** de la réforme qui fait l'objet d'une **communication intense**.

Certes en période de pertes cumulées sur les salaires tout supplément de rémunération n'est pas de trop. Mais même si les remises à niveau indemnitaires ne sont pas négligeables, il faut **en mesurer les limites**. En C en particulier l'harmonisation devrait se traduire, sur chacune des 3 années d'étalement, par un abondement mensuel de 13 € environ. Par ailleurs, les plans de qualification annoncés attirent l'espoir d'un meilleur déroulement de carrières pour tous les agents, mais au final, ramenés à chaque administration (sauf semble-t-il pour le volume d'accès à Contrôleur Principal) ils auront un impact également limité par département.

Il ne faut surtout pas perdre de vue que le **volet social de la fusion** est en réalité le **prix payé par le ministre** pour mettre en œuvre une réforme dont l'axe central affiché est de **lier des méthodes productivistes de travail à une recherche effrénée de suppressions massives d'emplois**. La fusion DGI/DGCP est au cœur du projet présidentiel de **Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP)** qui se définit par **moins d'Etat, moins de Services Publics, moins de personnels**.

L'affichage immédiat de la fusion voulu par le ministre est l'annonce prochaine de création de la Direction Générale Unique (DGU); puis seront constituées les **Directions Locales Uniques** (DLU) dont le schéma d'organisation présente un véritable **empilement en « mille feuilles » des niveaux d'encadrement**.

La phase de la réforme qui se précise par ailleurs est la future mise en place progressive des **Services des Impôts des Particuliers (SIP)**. Dans ce projet illusoire pour les contribuables, portant en outre atteinte au principe de séparation assiette/recouvrement, **l'organisation de travail s'y annonce infernale**. Le cycle des différentes tâches sera tel que les agents seront dans le rouge toute l'année. Car le ministre revendique que les agents devront fournir **beaucoup d'efforts, travailler plus** et accepter d'être **moins nombreux**. Les postes « recouvrement » des Pyrénées-Atlantiques en connaissent déjà le prix, subissant par anticipation une chute de leurs effectifs.

Les **fonctions** dites **transverses** (services RH, secrétariats, courriers, ateliers informatiques...) des deux administrations actuelles feront également l'objet d'un regroupement avec, on s'en doute bien, la recherche d'une économie de moyens.

D'autres services en TG, également confrontés pour bon nombre d'entre eux au risque d'externalisation de tâches ou pour le moins à une centralisation en Région, ne seront épargnés par la politique de réduction des effectifs, même si la cause directe n'en sera pas forcément la fusion.

Par ailleurs, **l'évolution du réseau des trésoreries**, déjà progressivement réduit dans la situation actuelle, n'est pas sans susciter des **craintes** quand le ministre parle de sa **nécessaire adaptation**. En ce sens, **l'absence délibérée de débat autour de la mission gestion publique** et particulièrement celle propre aux collectivités et établissements publics n'est pas neutre.

Il existe une réelle interrogation que l'application **Hélios** ne facilite une possible maîtrise de gestion des collectivités **hors le champ actuel du Trésor Public**.

Le ministre se montre rassurant pour les agents qui n'auraient pas à changer de commune du fait la fusion (comprendre s'ils devaient en être victimes ?) ; mais passés ces effets d'annonces, comment ne pas faire le lien avec l'arsenal de **mesures mises en œuvre par le même ministre qui visent à casser le Service Public et le statut des ses agents** dans la perspective de la RGPP citée plus haut ?

Ainsi, la volonté affirmée du gouvernement est d'introduire un dispositif de **réorientation professionnelle** pour les agents de l'Etat dont les emplois fonctionnels seraient supprimés (voir tract CGT diffusé tout récemment). Rien n'empêcherait dès lors à une administration de proposer aux personnels victimes d'une restructuration de les reclasser sur une même commune notamment dans une autre Fonction Publique, territoriale ou hospitalière, moyennant au moins l'équivalent en terme de rémunération pour une période de deux ans ; pour autant, au-delà de cette période les non reclassés seraient mis en disponibilité si l'administration a accompli toute diligence utile. C'est une remise en cause directe de la garantie de l'emploi des fonctionnaires qu'il n'est pas exclu de rencontrer dans le cadre de la fusion et d'une restructuration en profondeur de notre réseau de proximité.

Enfin deux thèmes essentiels pour les agents sont quasi absents des débats concernant la mise en œuvre de la fusion : les **conditions de travail**, déjà difficiles actuellement, et la transformation des **règles de gestion des personnels et l'absence de garanties fortes au regard des droits actuels des agents**.

Partant de ce constat, **la fusion se présente dans les plus mauvaises conditions pour les personnels, le réseau et l'avenir des 2 administrations**.

Devant de tels enjeux, la CGT Impôts et Trésor et la FDSU (SNUI 1^{ère} OS aux impôts, et SUD Trésor), exigeant l'ouverture de véritables négociations, ont décidé de lancer au plan national une action sensibilisant tous les agents sans attendre la mise en œuvre échelonnée de la réforme (l'installation des SIP, DLU, fonctions transverses.....).

NOUS SOMMES TOUS CONCERNES DES MAINTENANT.

**LA SECTION CGT TRESOR DES PYRENEES-ATLANTIQUES
APPELLE LES PERSONNELS A FAIRE MASSIVEMENT**

GREVE LE 27 MARS 2008,

**ET A SE JOINDRE AUX INITIATIVES PREVUES CE JOUR-LA AVEC LES
COLLEGUES DES IMPOTS (RASSEMBLEMENTS, MOTIONS,
COMMUNIQUE DE PRESSE....). DES PRECISIONS SERONT DONNEES
TRES PROCHAINEMENT.**